



LAW COMMISSION OF ONTARIO  
COMMISSION DU DROIT DE L'ONTARIO

## POLICY COUNSEL POSITION

The Law Commission of Ontario (LCO) seeks a full-time Policy Counsel for a one-year contract that may be extended.

The Law Commission of Ontario (LCO) is Ontario's leading law reform agency. The LCO provides independent, balanced, and authoritative advice and recommendations on some of Ontario's most complex and far-reaching legal policy issues. Through this work, the LCO promotes access to justice, evidence-based law reform and public debate.

LCO reports are a practical and principled long-term resource for policymakers, stakeholders, academics, and the public. LCO reports have led to legislative amendments and changes in policy and practice. They are also frequently cited in judicial decisions, academic articles, government reports and media stories. The LCO's current projects include:

- AI, Automated Decision-Making and the Justice System
- Last Stages of Life/Indigenous Last Stages of Life
- Consumer Protection in the Digital Marketplace
- Improving Protection Orders
- Environmental Accountability

For more information about the LCO and its current projects, see [www.lco-cdo.org](http://www.lco-cdo.org).

As LCO Policy Counsel, you will report to the Executive Director and work with LCO staff, advisory committees, stakeholders, and others on one or more LCO projects. You will undertake research, plan and organize consultations, and be responsible for analyzing challenging law reform issues.

The successful candidate will have at least a JD or LLB degree with well-developed research, writing and interpersonal skills. Policy development and consultation experience is an asset, as are skills and experiences in areas relevant to current LCO projects. The ability to function fully in English and French is an asset. Compensation will reflect skills and experiences relevant to responsibilities as Policy Counsel.

The LCO invites all interested individuals to apply and encourages applications from people with disabilities, Indigenous, Black, and racialized individuals, as well as people from a diversity of ethnic and cultural origins, sexual orientations, gender identities and expressions.

Please submit your application electronically, with a cover letter explaining briefly why you are qualified for and interested in this position. Please also provide your resume, the names and contact information of three referees, and a sample of relevant writing of no more than twenty pages, **by Friday, October 15, 2021**. Applications should be submitted as **one single pdf document** to the attention of Nye Thomas, Executive Director, Law Commission of Ontario, at: [LawCommission@lco-cdo.org](mailto:LawCommission@lco-cdo.org).

For further information, please email [LawCommission@lco-cdo.org](mailto:LawCommission@lco-cdo.org) or call (416) 402-7267.

## POSTE D'AVOCAT(E)-CONSEIL EN MATIÈRE DE POLITIQUES

La Commission du droit de l'Ontario (CDO) recherche un(e) avocat(e)-conseil en matière de politiques à temps plein pour un contrat d'un an qui pourrait être prolongé.

La CDO est le principal organisme de réforme du droit de l'Ontario. Elle fournit des conseils et des recommandations documentés, équilibrés et indépendants sur certaines des questions juridiques les plus complexes et importantes pour la province. Par son travail, la CDO favorise l'accès à la justice, la réforme du droit fondée sur des données probantes et le débat public.

Les rapports produits par la CDO sont des documents de fond pratiques et réfléchis à l'intention des responsables des politiques, des parties prenantes, des universitaires et des membres du public. Ces rapports ont mené à l'apport de modifications sur le plan législatif, des politiques et de la pratique. Ils sont souvent cités dans des décisions judiciaires, des articles universitaires, des rapports gouvernementaux et des reportages. Voici la liste des projets sur lesquels la CDO travaille actuellement :

- Intelligence artificielle et prise de décision automatisée dans le système de la justice
- Derniers moments de la vie/Consultation des Autochtones
- Protection des consommateurs dans le marché numérique
- Amélioration des ordonnances de protection
- Responsabilité environnementale

Pour obtenir plus d'information sur la CDO et ses activités et projets, consultez son site Web à [www.lco-cdo.org](http://www.lco-cdo.org)

À titre d'avocat(e)-conseil en matière de politiques, vous relèverez du directeur exécutif et travaillerez de concert avec le personnel de la CDO, les comités consultatifs, les intervenants et d'autres parties dans le cadre d'un ou de plusieurs des projets de la CDO. Vous effectuerez de la recherche, vous occuperez de la planification et de l'organisation des consultations, et serez responsable d'analyser certaines questions délicates en matière de réforme du droit.

La personne retenue sera à tout le moins titulaire d'un baccalauréat en droit ou d'un diplôme JD et possédera de fortes aptitudes en recherche, en rédaction et en relations interpersonnelles. Elle possédera de préférence de l'expérience dans l'élaboration de politiques et l'organisation de consultations ainsi qu'une expérience et des compétences pertinentes en rapport avec les projets en cours de la CDO. La maîtrise de l'anglais et du français de façon à pouvoir travailler dans les deux langues constitue un atout. La rémunération tiendra compte de l'expérience et des compétences pertinentes en rapport avec les responsabilités du poste à pourvoir.

La CDO invite toutes les personnes intéressées, plus particulièrement les personnes ayant un handicap, les personnes autochtones, les personnes noires et les personnes racisées ainsi que les personnes de diverses origines ethniques et culturelles, orientations sexuelles, identités ou expressions de genre, à présenter leur candidature.

Veillez soumettre votre demande par voie électronique. Cette demande doit inclure une lettre de présentation expliquant brièvement vos qualifications et les raisons pour lesquelles ce poste vous intéresse, votre curriculum vitae, le nom et les coordonnées de trois références ainsi qu'un échantillon d'un texte pertinent que vous avez rédigé (maximum de 20 pages). Veillez faire parvenir le tout dans un seul document PDF d'ici **le vendredi 15 octobre 2021** à Nye Thomas, directeur exécutif, Commission du droit de l'Ontario, à l'adresse [LawCommission@lco-cdo.org](mailto:LawCommission@lco-cdo.org).

Pour de plus amples renseignements, envoyez un courriel à l'adresse [LawCommission@lco-cdo.org](mailto:LawCommission@lco-cdo.org) ou composez le 416 402-7267.